



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – Mars 2022

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 16 mai 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 3 mars et le 30 mars 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au Québec,

en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Yukon. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion a porté sur des enjeux d'importance au pays et a fait une large place à la pandémie de COVID-19 ainsi qu'à la réponse du gouvernement du Canada et de ses alliés au conflit en Ukraine. De nombreuses questions connexes ont pu être examinées de près, par exemple ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles à propos du gouvernement du Canada, les derniers développements touchant l'Ukraine et l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU), le budget fédéral de 2022, et les récentes manifestations du « convoi » tenues à Ottawa et ailleurs au pays. Les participants ont aussi fait part de leurs points de vue sur la COVID-19, que ce soit leurs prévisions quant à l'évolution de la pandémie à court terme, leurs attitudes à l'égard des doses de rappel du vaccin ou leurs opinions concernant les gens qui ont choisi de ne pas se faire vacciner.

Nous avons demandé aux participants du nord de la Colombie-Britannique ce qu'ils pensaient des progrès du gouvernement fédéral sur le plan de la réconciliation avec les peuples autochtones. Nous avons discuté de logement abordable avec des résidents des régions de Halton et de Peel en situation de précarité financière. D'autres sujets ont également été couverts : le pétrole carboneutre, les armes à feu, les services de santé, les services de garde d'enfants, les enjeux spécifiques aux aînés, les enjeux spécifiques aux jeunes, la rage et divers enjeux locaux. Les discussions au sujet des garderies ont eu lieu avec des parents d'enfants de moins de 12 ans habitant dans des villes ontariennes à la frontière des États-Unis, tandis que les enjeux touchant les aînés ont été abordés avec des aînés du Saguenay-Lac-Saint-Jean et ceux touchant les jeunes, avec de jeunes adultes de Calgary.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population, par exemples des aînés de 55 ans ou plus, des parents d'enfants de moins de 12 ans, de jeunes adultes de 18 à 30 ans, des personnes vivant dans la précarité financière, des utilisateurs actifs de médias sociaux et des Canadiens racisés.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.

- Cinq groupes se composaient de membres de la population générale d’Ottawa, de Terre-Neuve, du Yukon, du Manitoba rural et du nord de la Colombie-Britannique.
- Les sept autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - Des aînés (âgés de 55 ou plus) établis à Terre-Neuve;
 - Des parents d’enfants de moins de 12 ans habitant dans des villes ontariennes situées à la frontière des États-Unis et à Trois-Rivières;
 - De jeunes adultes (âgés de 18 à 30 ans) de Calgary;
 - Des personnes vivant dans la précarité financière dans les régions de Halton et de Peel;
 - Des utilisateurs actifs de médias sociaux résidant dans de grandes villes de la Saskatchewan;
 - Des Canadiens racisés de la grande région de Montréal (GRM).
- Les groupes du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l’ensemble des lieux, 82 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Ottawa – Ontario	1	Anglais	3 mars	18 h-20 h	Population générale	8
Terre-Neuve	2	Anglais	8 mars	16 h 30-18 h 30	Population générale	7
Saguenay–Lac-Saint-Jean – Québec	3	Français	9 mars	18 h-20 h	Aînés de 55 ans et plus	7
Villes à la frontière de l’Ontario et des États-Unis	4	Anglais	10 mars	18 h-20 h	Parents d’enfants de moins de 12 ans	8
Yukon	5	Anglais	15 mars	21 h-23 h	Population générale	5
Manitoba rural	6	Anglais	16 mars	19 h-21 h	Population générale	7
Trois-Rivières – Québec	7	Français	17 mars	18 h-20 h	Parents d’enfants de moins de 12 ans	5
Calgary – Alberta	8	Anglais	22 mars	20 h-22 h	Jeunes adultes âgés de 18 à 30 ans	8
Nord de la Colombie-Britannique	9	Anglais	23 mars	21 h-23 h	Population générale	8

Régions de Halton et de Peel – Ontario	10	Anglais	24 mars	18 h-20 h	Personnes vivant dans la précarité financière	6
Grandes villes de la Saskatchewan	11	Anglais	29 mars	20 h-22 h	Utilisateurs actifs de médias sociaux	5
Grande région de Montréal	12	Français	30 mars	18 h-20 h	Canadiens racisés	8
Nombre total de participants						82

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Parmi les initiatives et les annonces récentes concernant le gouvernement fédéral, le conflit entre l'Ukraine et la Russie ainsi que la réponse du gouvernement du Canada et d'autres alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sont arrivés en tête des sujets d'actualité mentionnés par les participants. Plusieurs ont évoqué les images et les récits troublants liés à la crise humanitaire, les préparatifs fédéraux en vue d'un éventuel afflux d'Ukrainiens au pays, l'annonce de sanctions contre des personnalités et des entités russes, la prestation d'une aide financière et militaire à l'Ukraine par le gouvernement du Canada, et le récent voyage du premier ministre dans plusieurs pays européens pour discuter d'une riposte coordonnée avec les alliés de l'OTAN.

Outre la crise humanitaire en Ukraine, beaucoup de participants ont mentionné la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement du Canada et la modification attendue des mesures de santé publique en vigueur. Plusieurs se rappelaient une annonce fédérale concernant l'assouplissement prochain d'une partie des exigences relatives aux voyages internationaux et le retour au bureau possible d'un grand nombre de fonctionnaires après presque deux ans de télétravail. Quelques participants ont aussi évoqué la mise en œuvre récente (puis le retrait) de la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement du Canada en réponse aux manifestations tenues à Ottawa et ailleurs au pays tout au long du mois de février 2022.

De nombreux participants se sont également remémoré toutes sortes de mesures et annonces du gouvernement fédéral sans lien avec la pandémie. Ils ont mentionné la décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt face à la menace de l'inflation, le lancement du Programme canadien d'adoption du numérique (PCAN), la publication prochaine du budget fédéral de 2022, et l'annonce d'un pacte conclu entre le Parti libéral du Canada et le Nouveau Parti démocratique, intitulé *Obtenir des résultats dès maintenant pour les Canadiens : une entente de soutien et de confiance*, qui s'appliquera jusqu'à l'ajournement du Parlement en juin 2025.

Priorités du gouvernement du Canada et bilan du travail accompli (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Deux groupes ont poursuivi les discussions au sujet du gouvernement du Canada, en s'attardant plus particulièrement aux domaines auxquels celui-ci devrait accorder la priorité à l'avenir. Lorsque nous leur avons demandé quels enjeux appelaient une action urgente du gouvernement fédéral, les participants ont mentionné des priorités telles que l'expansion et le renforcement des systèmes de santé provinciaux et territoriaux, l'amélioration de la qualité de l'éducation à tous les niveaux, l'abordabilité du logement, la maîtrise de la poussée inflationniste, la protection de l'environnement, l'atténuation des effets des changements climatiques et la réconciliation avec les peuples autochtones.

Invités à dire ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour traiter ces enjeux prioritaires, peu de participants avaient souvenir de quoi que ce soit. De l'avis de beaucoup, la pandémie accaparait l'énergie et les ressources du gouvernement fédéral depuis deux ans, d'où l'absence de progrès dans plusieurs autres dossiers importants. Pour ce qui est d'évaluer le travail accompli dans les domaines prioritaires recensés, quelques participants pensaient que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie, mais la plupart étaient incertains ou trouvaient difficile de se prononcer en raison des complications de la COVID-19. De l'avis général, la gestion de la pandémie ferait partie des grandes priorités fédérales dans l'immédiat, aux côtés d'enjeux comme les changements climatiques et l'environnement, l'inflation, l'emploi et la poursuite des efforts pour concevoir une réponse coordonnée à la crise humanitaire en Ukraine avec les alliés de l'OTAN.

Sources de nouvelles et préférences en la matière (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan)

Un groupe composé de socionauts actifs ont répondu à une série de questions sur les sources auxquelles ils font appel pour suivre l'actualité quotidienne. Même si plusieurs ont dit fréquemment consulter FaceBook, Twitter et d'autres plateformes de médias sociaux, la plupart continuaient aussi de s'informer auprès des médias traditionnels, comme la télévision (CBC, CTV, Global News), la radio et les journaux (en format imprimé et mobile). À la question de savoir si les plateformes de médias sociaux sont une source de nouvelles généralement fiable, la plupart des participants ont répondu que non, expliquant que leurs grands titres tendent à être rédigés de façon délibérément accrocheuse ou provocatrice. Tout en reconnaissant l'avantage d'avoir accès à une multiplicité de points de vue dans les médias sociaux, les participants préconisaient donc de vérifier l'information trouvée sur ces plateformes auprès de sources dignes de confiance, par exemple des sites Web officiels exploités par les gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux.

Projet Coastal GasLink (résidents du nord de la Colombie-Britannique)

Les participants du nord de la Colombie-Britannique (C.-B.) ont pris part à une discussion supplémentaire portant sur la construction du gazoduc Coastal GasLink devant relier Dawson Creek à Kitimat, en C.-B. Même si peu suivaient l'affaire de près, certains se sont rappelé avoir récemment entendu parler de problèmes associés au projet, notamment des critiques dans les médias concernant

ses risques environnementaux, les revendications des Autochtones visant les terres traversées par le pipeline et une récente attaque armée menée par des protestataires contre des employés et des gardes de sécurité qui travaillaient sur un chantier près de Houston, en C.-B. Plusieurs participants ont exprimé leur frustration face à ces événements, en déplorant que beaucoup trop de gens de l'extérieur mettent leur grain de sel dans un enjeu essentiellement local.

À la question de savoir si le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans ce projet, tous les participants ont répondu que oui, car la gestion des ressources énergétiques du Canada et la capacité de les exporter vers les marchés mondiaux leur semblaient être des questions d'importance nationale. Beaucoup croyaient que le projet avait été présenté sous un jour excessivement négatif par ses opposants et dans les médias en général, et que le gouvernement fédéral devrait s'appliquer à réfuter les « fausses informations » circulant à son sujet. Quelques-uns pensaient aussi que le gouvernement du Canada gagnerait à collaborer plus étroitement avec la Colombie-Britannique, et que l'élaboration d'une stratégie fédérale-provinciale cohérente dans ce dossier aiderait à apaiser les tensions entourant la construction du gazoduc. En ce qui concerne l'issue souhaitée pour le projet Coastal GasLink, la plupart des participants se sont déclarés en faveur de l'initiative et ont souligné les retombées positives qui pourraient en découler pour les collectivités locales et dans l'ensemble du pays. Les quelques sceptiques ou opposants au projet estimaient de leur côté qu'il fallait mettre dans la balance les risques environnementaux et les retombées économiques prévues, et obtenir l'assurance que la construction et l'exploitation du pipeline ne causeraient pas de dommages à long terme au milieu côtier et à l'écosystème marin.

Agrandissement du port de Prince Rupert (résidents du nord de la Colombie-Britannique)

Le groupe du nord de la Colombie-Britannique a également eu une courte discussion sur un projet récent de l'Administration portuaire de Prince Rupert (APPR) visant à doubler sa capacité en construisant un deuxième terminal à conteneurs, une initiative qui augmenterait considérablement le volume de ses échanges commerciaux avec les marchés de l'Asie-Pacifique. Invités à réagir au projet, les participants ont tous convenu que cela paraissait une solide initiative, même si quelques-uns estimaient ne pas être assez renseignés pour donner un avis éclairé. Beaucoup croyaient que les travaux d'agrandissement seraient une bonne chose dans la mesure où cela permettrait de décongestionner d'autres ports achalandés, comme celui de Vancouver, tout en stimulant l'emploi et la croissance économique de Prince Rupert et des collectivités environnantes. Même si de nombreux participants pensaient que le gouvernement fédéral devrait soutenir la réalisation de ce projet, certains souhaitaient que son soutien s'accompagne d'exigences explicites relatives aux protocoles de sécurité et aux moyens d'atténuer toute incidence négative sur l'environnement et les collectivités locales.

Ukraine (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Sept groupes ont eu des discussions approfondies sur le conflit en Ukraine déclenché par l'invasion russe du 24 février 2022. La conversation a surtout porté sur les nouvelles récentes entendues par les participants à ce sujet, leurs perceptions de la réponse du gouvernement du Canada à la crise et les efforts de ce dernier pour venir en aide aux citoyens ukrainiens déplacés par le conflit.

Réponse du gouvernement du Canada (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)

Les participants de six groupes ont discuté de la réponse du gouvernement du Canada à cette crise. Questionnés sur ce qu'ils avaient lu, vu ou entendu à propos des mesures fédérales récentes liées à la situation en Ukraine, ils ont mentionné l'élaboration d'une réponse collective avec les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), la prestation d'un soutien financier et militaire pour aider l'Ukraine et ses forces armées à repousser l'incursion russe, et les efforts humanitaires pour prêter assistance et offrir un lieu sûr aux réfugiés ukrainiens déplacés par la guerre. Plusieurs participants se rappelaient que le gouvernement du Canada avait accéléré la voie d'accès à la résidence temporaire pour les personnes fuyant le conflit, afin de les aider à venir au Canada et à retrouver des membres de leur famille dans la mesure du possible.

Perspectives et prévisions (résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)

Cinq groupes ont poursuivi la discussion et donné leurs opinions sur la crise, son impact personnel et son évolution possible au cours des semaines et des mois à venir. Au chapitre des démarches menées par le gouvernement ukrainien, nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant de requêtes précises adressées par l'Ukraine au gouvernement du Canada dans les derniers jours. Ils en ont mentionné plusieurs, dont les appels à la création par l'OTAN d'une « zone d'exclusion aérienne » au-dessus du pays, les demandes de soutien financier et militaire supplémentaire ainsi que l'imposition de sanctions et de restrictions plus sévères contre des personnalités et des entités russes. Même si ces demandes mettaient le gouvernement du Canada dans une situation délicate, tous les participants ou presque les trouvaient compréhensibles au vu des ravages déjà subis par les Ukrainiens à cause de l'invasion russe. La plupart ont réaffirmé leur désir que le Canada fasse tout son possible pour aider, mais hésitaient face à la perspective que les Forces armées canadiennes (FAC) ou l'OTAN s'impliquent directement dans la défense de l'Ukraine. Ils ont dit craindre que cela conduise à une escalade et mette en danger la vie des Canadiens.

Peu de participants se sont dits personnellement touchés par la guerre en Ukraine, hormis quelques-uns qui ont signalé des effets négatifs sur leur santé mentale. De l'avis général, les gens les plus touchés étaient ceux qui avaient des liens personnels avec l'Ukraine et qui ressentaient les effets du conflit à un niveau beaucoup plus viscéral. En ce qui concerne les conséquences de la crise à long terme, plusieurs étaient d'avis qu'il faudrait des dizaines d'années à l'Ukraine pour rebâtir le pays et se relever économiquement et socialement de la destruction infligée. Certains croyaient que le conflit provoquerait des traumatismes générationnels au sein de la population et que de nombreux Ukrainiens auraient besoin d'un soutien continu en santé mentale. Plusieurs participants ont fait remarquer, non sans inquiétude, que si rien n'était fait pour arrêter la progression des troupes russes en Ukraine, les pays voisins pourraient être la prochaine cible.

En ce qui concerne le Canada, plusieurs participants s'attendaient à ce que les appels à augmenter les dépenses militaires fédérales se fassent plus insistants, en particulier si les FAC devaient intervenir directement dans le conflit. Certains supposaient également que l'on s'efforcerait d'accroître les capacités de production de biens et de services du Canada, en mettant l'accent sur l'autosuffisance et la réduction de la dépendance à l'égard des importations. Quelques-uns ont soulevé la question de la santé mentale des jeunes, notant que le déclenchement du conflit, conjugué à la pandémie de COVID-19, avait de quoi troubler de jeunes personnes entrant dans l'âge adulte durant cette période.

Lorsque nous leur avons demandé quelle tournure pourrait prendre le conflit, la plupart des participants ont dit que c'était difficile à prévoir, car une multitude de facteurs interreliés entraient en jeu. Cela dit, peu le croyaient près de finir, et beaucoup ont réitéré leurs craintes que la situation dégénère en un conflit plus vaste et que la Russie déploie des armes nucléaires. À la question de savoir si le gouvernement fédéral devrait en faire plus en réponse à la crise, plusieurs ont dit qu'il devrait travailler avec ses alliés pour continuer d'exercer des pressions diplomatiques sur la Russie afin de dénouer le conflit. Même si quelques participants n'étaient pas forcément contre une présence accrue des FAC dans la région, ils pensaient que cette ligne d'action exigerait la plus grande prudence ainsi que des consignes claires sur le rôle précis des militaires canadiens. Plutôt que d'accroître sa présence sur le territoire, plusieurs participants pensaient que le gouvernement du Canada devrait se donner pour priorité d'accueillir le plus grand nombre possible d'Ukrainiens en exil et que le Canada pouvait jouer un rôle de chef de file sur ce plan.

Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Les participants de quatre groupes ont répondu à une série de questions sur l'état de préparation du gouvernement du Canada à l'arrivée possible d'un grand nombre d'Ukrainiens fuyant leur pays. Nous leur avons d'abord demandé s'ils croyaient que leur collectivité – et le Canada en général – s'était suffisamment préparée à gérer cet afflux. Ils étaient pratiquement aussi nombreux à croire que oui qu'à douter que leur collectivité dispose des ressources nécessaires. Chez les participants moins sûrs des capacités d'accueil de leur collectivité, l'obstacle le plus souvent mentionné était celui du logement. Vu la difficulté de se trouver un toit dans de nombreuses régions du pays, un soudain afflux de personnes en quête d'un endroit sécuritaire et abordable où vivre risquait selon eux d'exacerber le

problème. Quelques-uns se demandaient aussi si les capacités actuelles permettraient d'offrir à ces personnes des services essentiels, par exemple des soins médicaux, sachant que la pandémie de COVID-19 avait déjà grevé les systèmes de santé provinciaux et territoriaux. Par contraste, nombre des participants qui croyaient leur collectivité bien préparée à prendre en charge les réfugiés ukrainiens ont fait valoir que ces derniers représentaient une chance vitale pour le Canada d'intégrer à son économie une cohorte de travailleurs talentueux capables de contribuer immédiatement à différents secteurs d'activité. Que leur collectivité soit prête ou non à accueillir cet afflux, beaucoup de participants ont insisté sur l'importance cruciale de venir en aide à ces gens et leur offrir un lieu de refuge. Ils croyaient que le gouvernement fédéral devrait s'efforcer d'accueillir le plus d'Ukrainiens possible, pour des motifs humanitaires.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour mieux se préparer à accueillir les Ukrainiens déplacés par le conflit, les participants ont fait plusieurs suggestions. Ils ont notamment évoqué la création d'un plan à long terme pour gérer la hausse temporaire de l'immigration, l'élaboration de programmes (par exemple, des cours de langue) pour aider les arrivants à se bâtir une vie dans leur nouvelle communauté, le renforcement des systèmes de santé provinciaux et territoriaux pour composer avec une demande de soins accrue, et la prestation de services de santé mentale aux personnes qui en ont besoin à leur arrivée au Canada. À la question de savoir à quoi ressemblerait la réussite du projet d'accueil des Ukrainiens, certains participants ont dit que ce serait leur retour dans leur pays sains et saufs à l'issue du conflit. D'autres, qui envisageaient la situation sous un angle différent, croyaient plutôt que le meilleur signe de succès serait l'intégration harmonieuse et l'installation durable de ces personnes au Canada.

Assez peu de participants se rappelaient une annonce récente du gouvernement du Canada à propos de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU). Après avoir pris connaissance de détails à ce sujet, la plupart ont dit que l'initiative leur semblait valable. Beaucoup pensaient que le délai de trois ans devrait suffire à déterminer si ces personnes sont en mesure de regagner leur pays ou s'il faut leur donner une voie d'accès officielle à la résidence permanente et à la citoyenneté afin qu'elles puissent rester au Canada plus longtemps. Ils étaient fermement convaincus que c'était la bonne chose à faire et que les collectivités locales profiteraient énormément des compétences, du savoir-faire et de la culture apportés par les Ukrainiens. Certains ont mentionné qu'ils seraient prêts à leur offrir une chambre ou un appartement inoccupé de leur maison, tandis que d'autres étaient ouverts à l'idée de donner des cours de langue, de faciliter la logistique, de trouver des aliments, des vêtements et d'autres fournitures, ou de servir de contact social pour aider ces personnes à s'acclimater à leur nouvel environnement.

Perspectives à propos de la COVID-19 (résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Les participants de six groupes ont abordé un éventail de questions touchant à la COVID-19. Ils ont évalué la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie, donné leur opinion sur les mesures de

santé publique en vigueur et d'autres initiatives connexes, et discuté de la vaccination des enfants et de la campagne en marche pour encourager les Canadiens à se procurer leur troisième dose du vaccin.

Évaluation de la gestion de la pandémie (résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières)

Les participants devaient commencer par nous dire ce que le gouvernement du Canada avait fait de bien dans sa gestion de la pandémie. Ils se sont rappelé une foule de mesures et d'initiatives réussies, notamment ses communications suivies et transparentes tout au long de la pandémie, sa prestation d'aides financières comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), sa mise en œuvre de mesures de santé publique et de règles de voyages efficaces et sécuritaires, ainsi que sa distribution bien menée des vaccins contre la COVID-19 dans l'ensemble du pays.

En ce qui concerne les domaines où la réponse du gouvernement du Canada aurait pu être meilleure, les participants ont également soulevé plusieurs points. Ils ont mentionné sa gestion inefficace de la PCU et d'autres soutiens financiers, l'insuffisance des mesures d'aide visant les propriétaires de petites entreprises et les travailleurs autonomes, et le maintien des exigences fédérales en matière de vaccination et d'autres exigences de santé publique liées à la pandémie, jugées outrancières par certains.

La question de savoir si la gestion actuelle de la pandémie était meilleure, moins bonne ou sensiblement la même qu'au début de la crise a donné lieu à des opinions variées. Si dans l'ensemble, les participants ont souvent trouvé que le travail du gouvernement fédéral s'était détérioré avec le temps, un nombre non négligeable ne partageaient pas cette opinion et croyaient plutôt qu'il s'était amélioré ou maintenu au même niveau. Du côté des participants qui considéraient que le gouvernement fédéral gérait mieux la situation maintenant, la plupart pensaient que les responsables de la santé publique avaient beaucoup appris sur le virus et approfondi leur compréhension des mesures les plus efficaces pour contenir sa transmission. D'autres ont parlé en termes élogieux de la capacité d'adaptation du gouvernement fédéral, estimant qu'il avait su modifier son approche au gré des circonstances changeantes de la pandémie. Du côté des nombreux participants qui avaient au contraire noté une baisse de performance de la part du gouvernement du Canada au fil de la pandémie, plusieurs déploraient un manque de direction dans l'approche fédérale actuelle, car les responsables de la santé publique continuaient d'appliquer des mesures et des exigences qui n'étaient plus efficaces pour freiner la propagation de la COVID-19, selon eux.

Les participants du Manitoba rural et de Trois-Rivières ont répondu à une question supplémentaire sur l'impact général, durant la pandémie, de mesures sanitaires telles que le lavage des mains, le port du masque et la distanciation sociale. La plupart des participants du Manitoba leur prêtaient une faible efficacité, et plusieurs pensaient qu'elles avaient parfois fait plus de mal que de bien. Il leur semblait que les jeunes Canadiens, en particulier, avaient souffert de problèmes de santé mentale au cours de la pandémie et que les consignes comme le port du masque et la distanciation sociale n'avaient fait qu'aggraver les choses. Quoique généralement plus convaincus de l'utilité de ces mesures de santé publique, certains participants du groupe de Trois-Rivières se sont également rappelé avoir vécu de l'anxiété en les adoptant.

Aux deux groupes du Québec ainsi qu'au groupe de Terre-Neuve, nous avons demandé s'ils croyaient que la propagation de la COVID-19 allait s'aggraver à court terme. Presque tous les participants croyaient que le plus dur était passé. De leur point de vue, la protection supplémentaire conférée par le vaccin contre la COVID-19 avait permis d'amoinrir les effets du virus et, compte tenu du taux de vaccination élevé de la population canadienne, beaucoup estimaient qu'il était désormais sécuritaire pour les collectivités de reprendre une vie plus normale. Plusieurs ont ajouté que même en l'absence de restrictions, de nombreux Canadiens continueraient de porter le masque, de se laver les mains régulièrement et de s'isoler s'ils tombaient malades, ce qui contribuerait à freiner une éventuelle propagation du virus. Un petit nombre de participants n'excluaient pas la possibilité d'une détérioration de la pandémie au cours des prochains mois. Selon eux, la levée de restrictions telles que l'obligation de porter le masque et de présenter une preuve vaccinale dans plusieurs provinces et territoires risquait de faire bondir le nombre de cas et d'accentuer la pression sur le système de santé à court terme.

Le groupe de Terre-Neuve a répondu à une question supplémentaire au sujet des exigences en matière de vaccination. Invités à se prononcer sur le caractère utile ou nuisible de ces mesures durant la pandémie, tous les participants ont affirmé qu'elles avaient surtout causé du tort : selon eux, en plus d'être inefficaces, elles avaient semé la discorde et injustement ciblé les gens qui avaient fait le choix de ne pas recevoir le vaccin.

Perspectives et comportements liés à la COVID-19 (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Deux groupes ont répondu à quelques questions sur leurs attitudes et leurs comportements à l'égard de la COVID-19. Lorsque nous leur avons demandé si la propagation de la COVID-19 les inquiétait, la plupart des participants ont dit que la pandémie n'était plus au premier plan de leurs préoccupations, et beaucoup ont dit essayer de tourner la page. À ce sujet, un certain nombre d'entre eux ont précisé qu'ils avaient fait l'expérience du virus au cours des derniers mois, soit directement, en le contractant, soit par l'entremise d'amis ou de membres de leur famille qui avaient été infectés. En règle générale, cette expérience les avait quelque peu rassurés quant au caractère « gérable » du virus dans la plupart des cas. Un petit nombre de participants ont dit qu'ils restaient un peu préoccupés par la trajectoire de la COVID-19, sachant que le virus pouvait connaître d'autres mutations. Quelques autres redoutaient surtout les contrecoups de la pandémie, en particulier les problèmes de santé financière et mentale qui touchaient selon eux un grand nombre de Canadiens en ce moment.

Même si aux yeux de la plupart des participants, la vie commençait à revenir à la normale – maintenant qu'un peu partout au pays, le port du masque et la présentation d'une preuve de vaccination n'étaient plus exigés –, un grand nombre ont fait remarquer qu'ils resteraient fidèles à certains des nouveaux comportements adoptés durant la pandémie. Lorsque nous leur avons demandé s'ils seraient mal à l'aise en présence d'une personne ayant choisi de ne pas se faire vacciner, les participants du groupe de la Saskatchewan ont tous répondu que non, tandis que ceux du groupe de Montréal étaient à peu près également divisés sur la question. Ceux qui n'avaient pas d'objection à côtoyer des personnes non vaccinées considéraient que cette décision était personnelle et que, le virus pouvant être transmis aussi bien par des personnes vaccinées que non vaccinées, cela aurait peu d'incidence sur le niveau de

sécurité des gens qui ont reçu leur cycle complet de doses. De leur côté, les participants qui étaient mal à l'aise à l'idée de fréquenter des personnes non vaccinées croyaient qu'elles posaient un risque accru pour la santé d'autrui et préféraient donc se tenir à l'écart.

Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières)

Le groupe de Trois-Rivières, composé de participants ayant des enfants de moins de 12 ans, a brièvement abordé le sujet des vaccins pédiatriques contre la COVID-19, dont l'utilisation chez les enfants âgés de 5 à 11 ans a reçu l'approbation de Santé Canada à la fin de 2021. La plupart des parents ont indiqué que leurs enfants s'étaient fait vacciner, de leur propre choix, après avoir discuté de la question en famille. Plusieurs parents ont raconté qu'ils avaient pris le temps d'expliquer les vaccins aux enfants, en s'aidant parfois de ressources externes – comme des vidéos de spécialistes en santé publique diffusées sur YouTube – pour présenter les arguments en faveur de la vaccination. Le petit nombre de participants qui avaient préféré ne pas faire vacciner leurs enfants en avaient également discuté avec eux, mais n'estimaient pas urgent qu'ils reçoivent le vaccin contre la COVID-19, d'où la décision familiale de s'en abstenir pour le moment.

Dose de rappel contre la COVID-19 (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières)

La question de savoir si les participants avaient reçu leur troisième dose du vaccin contre la COVID-19, aussi appelée « dose de rappel », a suscité des réponses variables selon la région. Alors que tous les participants du groupe d'aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean avaient reçu leur troisième dose, seuls la moitié de ceux de Trois-Rivières étaient dans ce cas. Aucun participant du Manitoba rural ne se l'était procurée et à peine quelques-uns avaient reçu les deux premières doses. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient des questions au sujet de la dose de rappel, aucun des participants du Manitoba n'a voulu contribuer à la discussion. Beaucoup étaient farouchement opposés à la troisième dose et plus généralement au vaccin contre la COVID-19. Dans les deux groupes du Québec, la plupart des participants se sentaient à l'aise avec le sujet, mais certains se posaient des questions sur l'efficacité du rappel à long terme, la fréquence à laquelle de nouvelles doses seraient requises à l'avenir (annuelle, semestrielle, etc.), et l'éventuelle mise à jour du vaccin pour tenir compte des nouveaux variants susceptibles d'émerger. Quelques autres voulaient savoir si le vaccin de fabrication canadienne Medicargo serait bientôt offert à plus de gens et s'il ferait aussi partie des choix proposés pour la dose de rappel.

Budget de 2022 (résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)

Six groupes ont discuté du prochain budget de 2022, lequel doit être dévoilé par le gouvernement fédéral le 7 avril 2022.

Pour commencer, les participants ont été invités à indiquer les domaines ou les initiatives sur lesquels ils s'attendaient à ce que le budget soit principalement axé. Un large éventail de réponses a été fourni, y compris l'inflation, la réduction des dépenses fédérales, l'accessibilité au logement, les soins de santé, la réconciliation, les changements climatiques et l'environnement, ainsi que l'augmentation des dépenses en matière de défense, compte tenu notamment de l'éclatement récent du conflit entre l'Ukraine et la Russie.

Nous avons ensuite demandé aux participants quelles étaient, selon eux, les priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait se concentrer dans le prochain budget. Une fois de plus, un certain nombre de réponses ont été fournies, notamment le logement abordable, les changements climatiques, l'exploitation accrue des ressources naturelles, comme le pétrole et le gaz, l'inflation, l'éducation, les soins de santé, la santé mentale et le traitement des dépendances, l'amélioration des infrastructures, l'augmentation des dépenses de défense et la réconciliation. Un grand nombre de participants se sont particulièrement intéressés aux questions liées à ce qu'ils considèrent comme l'augmentation rapide du coût de la vie au Canada, qui, selon plusieurs, devient de plus en plus difficile à gérer pour de nombreuses familles canadiennes.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils pouvaient se souvenir de programmes ou d'initiatives qui avaient été annoncés par le gouvernement du Canada lors du dépôt de budgets précédents, très peu de participants ont été en mesure de le faire. Sans pouvoir préciser d'initiative en particulier, certains participants avaient l'impression que les budgets précédents portaient sur des priorités fédérales clés comme la garde d'enfants, l'éducation, le logement, les soins de santé, les questions autochtones et les initiatives axées sur l'environnement.

Pétrole carboneutre (résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)

Quatre groupes ont discuté de la production de pétrole carboneutre, ainsi que d'autres questions liées au développement des ressources au Canada. Pour commencer, les participants ont été invités à dire s'ils croyaient que le monde connaissait actuellement une urgence climatique. La plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative, estimant que les preuves des changements climatiques étaient claires au regard de ce qu'ils considéraient comme une augmentation constante des températures annuelles, ainsi que de la prévalence accrue des catastrophes naturelles et des événements météorologiques extrêmes au cours des dernières années. Beaucoup ont raconté qu'ils avaient personnellement observé ce réchauffement progressif au cours de leur vie, et d'autres ont mentionné précisément qu'ils avaient l'impression que les températures étaient généralement plus chaudes aujourd'hui qu'au cours des dernières décennies, et que les accumulations de neige et de glace en hiver étaient réduites.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient déjà entendu les termes « pétrole carboneutre », certains ont indiqué qu'ils étaient conscients de ce que cela pouvait signifier, mais un grand nombre ne connaissait pas ces termes. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, plusieurs pensaient qu'ils faisaient référence à la pratique qui consiste à réduire ou à compenser les émissions produites pendant l'extraction, le transport et le raffinage du pétrole. D'autres ont indiqué que

l'industrie pétrolière y parvenait généralement en utilisant des processus d'extraction plus durables, en réduisant les émissions dans d'autres domaines ou en réinvestissant les bénéfices générés par le pétrole et différentes sources d'énergie non renouvelables dans des technologies plus « vertes » et plus durables.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'il était réaliste pour l'industrie pétrolière de s'orienter vers des projets de production de pétrole carboneutre dans l'avenir, ceux-ci se sont montrés généralement pessimistes quant à la volonté de l'industrie pétrolière d'assumer les coûts supplémentaires et la diminution des profits qu'un tel changement pourrait entraîner, même si la plupart d'entre eux pensaient que cela était possible d'un point de vue technologique. Si une majorité estimait que la population canadienne était généralement favorable à des pratiques d'exploitation des ressources plus durables et plus respectueuses de l'environnement, peu de participants pensaient que les consommateurs seraient prêts à accepter les coûts nettement plus élevés qui pourraient en résulter, en raison notamment du taux d'inflation perçu comme élevé et de l'augmentation du coût de la vie à l'heure actuelle. Un petit nombre de participants ont mentionné qu'au lieu de se concentrer et d'investir dans le développement d'une technologie d'extraction de pétrole carboneutre, il faudrait mettre davantage l'accent sur la transition vers l'abandon du pétrole et des sources d'énergie non renouvelables, estimant qu'il n'existe aucun moyen d'extraire et d'utiliser ces ressources en toute sécurité sans donner lieu à certains dommages environnementaux.

À la question de savoir si, selon eux, la capacité de l'industrie pétrolière à atteindre la carboneutralité contribuerait de manière significative à réaliser les objectifs d'émissions du gouvernement du Canada dans l'avenir, de nombreux participants ont exprimé une grande incertitude. Si la plupart d'entre eux pensaient que cela serait certainement utile, ils étaient généralement d'avis que les pratiques d'extraction de pétrole carboneutre ne suffiraient pas à elles seules à atténuer le problème croissant des changements climatiques. Certains estimaient également que même si le Canada était en mesure d'atteindre ses objectifs en matière d'émissions, les changements climatiques demeuraient un problème mondial et que tous les pays, y compris les grands émetteurs comme la Chine et l'Inde, devaient y mettre du leur pour que des progrès significatifs soient réalisés. Alors qu'un plus petit nombre de participants se sont montrés favorables, estimant que tout pas vers une plus grande durabilité était positif, quelques-uns se sont demandé si le fait de réaliser une extraction de pétrole carboneutre valait les investissements nécessaires pour y parvenir. Plusieurs ont réitéré l'idée qu'il fallait une transition générale pour s'éloigner des énergies non renouvelables et mettre davantage l'accent sur les investissements dans les sources de substitution, comme l'énergie éolienne, solaire et hydroélectrique, en vue de répondre aux besoins de la population canadienne.

Abordant la hausse importante des prix de l'essence observée récemment au Canada, laquelle serait due, en partie, au conflit en Ukraine, nous avons demandé aux participants si ces événements avaient changé leur point de vue sur la façon dont le gouvernement du Canada devrait gérer la production pétrolière au pays. Alors qu'un certain nombre de participants, en particulier dans le groupe de Terre-Neuve, estimaient que le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur le développement d'une plus grande partie des ressources pétrolières du Canada pour un usage national et l'exportation vers les marchés internationaux, d'autres sont demeurés sceptiques quant à savoir si cela représentait la meilleure voie à suivre. Parmi les nombreux participants qui se sont montrés hésitants à l'égard d'une

extraction et d'une exploitation plus soutenues des réserves pétrolières canadiennes, il a été mentionné de manière générale que, même si le Canada doit pouvoir tirer profit de ses propres ressources non renouvelables, il faudrait qu'il se concentre davantage sur le développement de sources d'énergie différentes et plus durables. Certains ont également estimé qu'il fallait mieux comprendre le véritable coût environnemental et économique lié à l'extraction du pétrole dans des régions comme celles des sables bitumineux de l'Alberta et de la Saskatchewan, soulignant que ce processus était beaucoup plus coûteux et compliqué que la plupart des gens ne le pensaient. Pour relever ces défis énergétiques à l'avenir, certains participants ont suggéré que le gouvernement du Canada se concentre sur la création d'une stratégie globale à long terme concernant la meilleure façon d'exploiter le pétrole et le gaz nationaux, tout en réinvestissant les revenus des exportations dans des technologies et une production d'énergie plus durables.

Manifestations du convoi de camionneurs et Loi sur les mesures d'urgence (résidents d'Ottawa, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan)

Quatre groupes ont discuté des manifestations du « convoi » qui ont eu lieu à Ottawa et dans d'autres régions du pays en février 2022. Pour amorcer ces conversations, nous avons demandé aux participants de nous faire part de leurs premières réflexions en repensant à ces événements. Dans tous les groupes, le nombre de personnes qui ont parlé négativement des manifestations était à peu près le même que celui des personnes qui ont affiché leur soutien, tandis que plusieurs autres ont exprimé leur incertitude quant à leur sentiment général sur les manifestations.

Parmi les personnes les plus opposées aux manifestations, beaucoup estimaient qu'en poursuivant leur objectif de mettre fin aux mesures de santé publique liées à COVID-19 et d'établir de plus grandes libertés personnelles pour la population canadienne, les manifestants avaient injustement empiété sur les droits de vivre en paix des personnes résidant près des installations visées par les manifestations. Cela a été perçu comme étant particulièrement le cas pour les personnes résidant au centre-ville d'Ottawa, qui ont été plus gravement incommodées par le bruit et les autres perturbations, y compris les coups de klaxon incessants qui se sont fait entendre pendant des semaines. Plusieurs participants se sont dits épuisés sur le plan émotionnel après ces manifestations et ont trouvé quelque peu inquiétant que ces scènes se déroulent dans la capitale nationale et ailleurs au pays.

Pour les participants plus favorables à ces manifestations, plusieurs ont dit se sentir encouragés et réconfortés par ce mouvement essentiellement « populaire » de personnes provenant de toutes les régions du Canada qui se sont rassemblées pour protester contre ce qu'ils considéraient comme des exigences injustes et inutiles en matière de santé publique. Les personnes en faveur des mouvements de protestation pensaient de manière générale que les rassemblements avaient été essentiellement pacifiques et que les manifestants avaient été traités injustement par les forces de l'ordre et les fonctionnaires. En outre, plusieurs ont estimé que la couverture de ces manifestations dans les médias avait été presque entièrement biaisée, dépeignant les manifestations sous un angle négatif de manière disproportionnée.

Plus incertains quant à leur opinion à l'égard de ces manifestations, un certain nombre de participants ont estimé que toute la situation avait été incroyablement conflictuelle et que les émotions vives des deux camps les avaient mis quelque peu mal à l'aise. Beaucoup d'entre eux étaient d'avis que si chaque personne avait le droit de manifester librement et pacifiquement, ces événements allaient souvent trop loin en perturbant la vie quotidienne des personnes résidant à proximité et en ayant des répercussions négatives sur celles-ci.

En discutant de ce qu'ils considéraient être un effet global des manifestations, les participants ont une fois de plus eu des avis partagés. Beaucoup pensaient que ces manifestations et la vague d'émotion qu'elles avaient suscitée au sein de la population canadienne avaient laissé le pays considérablement divisé. Les participants étaient plus ou moins partagés sur la question de savoir s'ils pensaient que des changements de politique se produiraient à la suite de ces manifestations. Si plusieurs pensaient que ces événements auraient peu ou pas d'impact tangible durable, d'autres ont souligné l'élimination rapide du port du masque obligatoire et des preuves de vaccination dans des provinces comme l'Alberta et la Saskatchewan (entre autres), estimant que les manifestations avaient joué un rôle important pour encourager les gouvernements provinciaux et territoriaux à prendre de telles mesures.

En ce qui concerne la décision du gouvernement fédéral d'invoquer la *Loi sur les mesures d'urgence* le 14 février 2022 en réponse aux manifestations, les opinions des participants étaient diversifiées. Plusieurs de ceux qui estimaient que la *Loi* n'aurait pas dû être invoquée étaient aussi opposés aux manifestations et estimaient que la *Loi* n'aurait pas été nécessaire si davantage de mesures avaient été prises à tous les paliers de gouvernement pour réprimer les manifestations dès les premiers jours. Parmi ceux qui étaient plus favorables aux manifestations, on estimait que le recours à la *Loi* constituait un abus de pouvoir important de la part du gouvernement fédéral. Les participants en faveur du recours à la *Loi* croyaient pour leur part qu'au moment où elle a été invoquée, elle représentait la meilleure option dont disposait le gouvernement du Canada pour mettre fin de façon efficace aux perturbations causées par les manifestations.

À la question de savoir si le gouvernement fédéral aurait dû agir autrement pour gérer la situation, un certain nombre de réponses ont été fournies. Beaucoup des personnes opposées aux manifestations ont estimé que de plus grands efforts auraient pu être déployés pour limiter l'ampleur et la portée des manifestations dans les premiers jours, plutôt que de laisser celles-ci s'enraciner à plus long terme. Parmi ceux qui soutenaient le mouvement et ses objectifs déclarés de mettre fin aux mesures sanitaires obligatoires, certains estimaient que le gouvernement fédéral aurait dû faire plus d'efforts pour établir un dialogue avec les manifestants et écouter leurs préoccupations. Les participants pensaient que le manque apparent d'engagement du gouvernement fédéral envers les manifestants n'avait servi qu'à intensifier ces événements.

Perspectives locales (résidents d'Ottawa, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)

Les participants d'Ottawa ainsi que ceux des villes situées à proximité de la frontière entre l'Ontario et les États-Unis ont poursuivi les discussions sur les manifestations du convoi, en se concentrant principalement sur leurs expériences personnelles et leurs points de vue à leur égard.

Bien que peu de participants se soient sentis personnellement touchés par les manifestations, à l'exception de quelques retards et de déplacements compliqués dans leur collectivité en raison de l'afflux de personnes et de la circulation, beaucoup ont exprimé leur malaise d'avoir été témoins de leur déroulement, ceux d'Ottawa étant particulièrement préoccupés par l'impact négatif que ces manifestations ont eu, selon eux, sur les personnes résidant près de la Colline du Parlement. À la question de savoir s'ils avaient changé d'avis sur ces événements au fil du temps, la plupart des participants ont répondu qu'ils étaient plutôt ouverts aux manifestations au départ, estimant que tout le monde avait le droit de protester pacifiquement. En revanche, une fois les manifestations engagées, beaucoup s'y sont opposés, estimant qu'elles représentaient une contrainte injuste pour les collectivités dans lesquelles elles se déroulaient. De nombreux membres du groupe d'Ottawa ont estimé que leur point de vue à l'égard des manifestations était devenu plus négatif après avoir entendu, de la bouche de personnes vivant au centre-ville, des propos concernant les perturbations causées par les manifestants. En discutant de la façon dont les manifestations ont affecté leur collectivité dans son ensemble, de nombreux membres du groupe d'Ottawa ont réitéré l'opinion selon laquelle toute la situation avait suscité une profonde division, et que ces manifestations avaient créé ce qu'ils ressentaient comme un clivage important entre les personnes qui étaient « pour » et celles qui étaient « contre » le mouvement. Plusieurs ont dit avoir fait eux-mêmes l'expérience de cette division dans leurs interactions avec leurs amis, leur famille, leurs collègues et d'autres connaissances.

Presque tous les participants des deux groupes ont estimé que les manifestations des convois avaient un caractère très différent de celles dont ils avaient déjà été témoins. Plusieurs ont indiqué que la durée des manifestations était un facteur de différenciation majeur, outre la présence de poids lourds en plusieurs endroits de la manifestation, laquelle a compliqué la tâche des forces de l'ordre devant déloger ces personnes et ces véhicules. Un certain nombre de participants étaient également d'avis que, de manière générale, ces manifestations avaient été traitées différemment par le Service de police d'Ottawa (SPO) et d'autres responsables de l'application de la loi, estimant que l'approche adoptée était plus « passive » que lors de manifestations antérieures.

Pour ce qui est de la répression des manifestations, la plupart ont estimé que la présence accrue de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et l'invocation de la *Loi* sur les mesures d'urgence avaient été essentielles, envoyant ainsi le message que le gouvernement fédéral prenait l'affaire très au sérieux. Lorsque nous avons demandé aux participants de décrire comment l'entrée en vigueur de la *Loi* avait fait évoluer les choses, ceux-ci ont estimé que l'arrestation des principaux leaders et la saisie de véhicules et d'autres équipements par les forces de l'ordre avaient servi à démontrer les conséquences potentielles auxquelles s'exposaient ceux qui refusaient de quitter les lieux pacifiquement.

Au sujet des manifestations à Ottawa en particulier, nous avons demandé aux participants quel était, selon eux, le palier de gouvernement responsable qui aurait dû en assumer la gestion. Si certains ont fait remarquer que l'administration municipale d'Ottawa et le SPO auraient dû faire plus pour réprimer les manifestations, beaucoup ont réitéré leurs appels à une réponse plus forte du gouvernement fédéral dès les premiers jours des événements. Nombreux sont ceux qui étaient d'avis qu'en fin de compte, la gestion relevait de la responsabilité du gouvernement fédéral, notamment en raison de l'envergure de ces manifestations massives sur la Colline du Parlement et de l'objectif déclaré du mouvement de mettre fin aux exigences en matière de vaccins pour les camionneurs qui entrent au

Canada. Un certain nombre de participants ont souligné qu'il aurait dû y avoir un effort coordonné et intergouvernemental aux niveaux municipal, provincial et fédéral à l'égard des manifestations, estimant que les questions de compétence n'avaient servi qu'à retarder davantage la réponse.

En ce qui concerne la Ville d'Ottawa et le SPO en particulier, beaucoup ont souligné la désorganisation générale des interventions municipales face aux manifestations, et ce, dès le départ. Alors que certains pensaient que le SPO était limité par des ressources et un personnel restreints, d'autres étaient d'avis que les dirigeants municipaux et les responsables de l'application de la loi auraient pu en faire plus pour demander de l'aide et faire preuve de plus de franchise quant aux difficultés qu'ils rencontraient pour tenter de maintenir les manifestations sous contrôle. Très peu pensaient que le SPO aurait été capable de résoudre le problème par lui-même, sans le soutien de la GRC et les pouvoirs supplémentaires conférés par la *Loi sur les mesures d'urgence*. Plusieurs ont également exprimé leur déception quant à la réponse du gouvernement de l'Ontario et de la Police provinciale de l'Ontario (PPO), qu'ils ont qualifiée de tardive et d'une efficacité limitée. Un certain nombre de participants ont déclaré que le gouvernement provincial n'avait pas fait grand-chose pour mettre fin aux manifestations, n'intervenant qu'après le blocage du commerce transfrontalier à de nombreux endroits où des manifestations avaient été organisées le long de la frontière canado-américaine.

De manière générale, les participants se sont aussi dits insatisfaits de la réponse du gouvernement du Canada, estimant que les fonctionnaires fédéraux avaient été relativement inefficaces sur ce front, mettant plusieurs semaines à prendre la décision d'invoquer la *Loi sur les mesures d'urgence*. Plusieurs ont indiqué que le gouvernement fédéral aurait dû prendre des mesures plus immédiates pour répondre aux manifestations, notamment en raison du fait que celles-ci visaient (initialement) le gouvernement fédéral, et de leur proximité avec le Parlement. Certains ont également estimé que le gouvernement du Canada aurait pu communiquer de manière plus claire et plus transparente avec la population canadienne sur la façon dont il entendait réagir aux manifestations, jugeant qu'il y a eu peu de communications à cet égard.

Armes à feu (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Trois groupes ont discuté de la question des armes à feu au Canada, en se concentrant plus particulièrement sur l'intention du gouvernement du Canada d'interdire les armes d'assaut de type militaire et de racheter toutes celles-ci que possèdent déjà les Canadiens et les Canadiennes.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral en ce qui concerne la possession d'armes à feu au Canada ou le plan précis visant à interdire les armes d'assaut, très peu se sont rappelés avoir entendu quoi que ce soit. Dans chaque groupe, tous les participants ont exprimé leur soutien à cette interdiction, beaucoup d'entre eux croyant fermement que la possession de telles armes par des particuliers ne servait à rien et que leur achat aurait dû dès le départ faire l'objet d'une interdiction. Interrogés sur la question de savoir si, selon eux, les armes à feu acquises avant la mise en œuvre de l'interdiction devraient toujours être soumises à cette législation, tous les participants ont répondu par l'affirmative.

En ce qui concerne les mesures supplémentaires que le gouvernement fédéral pourrait prendre à l'égard de la possession d'armes à feu au Canada, bon nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire davantage pour réduire le nombre d'armes à feu que possèdent actuellement les Canadiens et les Canadiennes et renforcer les règles et règlements auxquels les propriétaires d'armes à feu doivent se conformer. Un certain nombre de participants ont spécifiquement mentionné les armes de poing comme une catégorie d'armes à feu qui, selon eux, ne devrait plus être autorisée au Canada, estimant qu'il n'y a aucune raison valable pour qu'elles soient mises à la disposition des civils. Les participants ont également estimé que l'on pourrait en faire davantage pour procéder à un dépistage auprès des éventuels propriétaires d'armes à feu en ce qui concerne les questions de santé mentale et d'autres problèmes qui pourraient avoir une incidence sur leur capacité à posséder une arme à feu de façon responsable.

Soins de santé (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Dans deux groupes, les participants ont discuté des priorités du gouvernement du Canada en matière de soins de santé et des défis auxquels le secteur est confronté. Lorsque nous leur avons demandé de relever les problèmes relatifs aux soins de santé dans leurs régions, plusieurs ont mentionné la pénurie apparente de professionnels de la santé et les longs délais d'attente comme étant des enjeux majeurs. Certains ont mentionné d'autres problèmes, comme la méconnaissance des options et des services de soins de santé offerts à la population, une attention insuffisante sur les soutiens en santé mentale (en particulier pour les jeunes Canadiens), et le manque de médecins spécialistes dans plusieurs régions, forçant ainsi ceux qui habitent en région rurale ou éloignée de parcourir de longues distances pour recevoir les soins dont ils ont besoin.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler des récents engagements ou des annonces du gouvernement du Canada concernant les soins de santé, très peu de participants se rappelaient quoi que ce soit. Pour faciliter la discussion, nous leur avons expliqué que le gouvernement fédéral avait récemment annoncé plusieurs mesures prioritaires en matière de soins de santé, comme remédier aux pénuries de travailleurs de la santé et réduire les temps d'attente, augmenter l'accès aux soins de santé familiale, améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, et moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Tous s'entendaient pour dire que ces priorités étaient importantes, en particulier les initiatives qui concernent les pénuries de travailleurs de la santé, les services de santé familiale, la santé mentale et la consommation de substances illicites.

À la question de savoir si le gouvernement fédéral devrait être en mesure d'établir des priorités pour les paiements de transfert qu'il verse aux provinces et aux territoires, la plupart étaient d'avis que c'était d'abord à ces dernières de décider comment les fonds devraient être utilisés pour leurs populations. Aux dires de plusieurs, les responsables de la santé publique à l'échelon provincial et territorial ont une bien meilleure compréhension des enjeux en matière de santé dans leur juridiction que leurs homologues fédéraux.

Garde d'enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)

Dans ce groupe, les participants ont discuté de garde d'enfants et de ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux à cet égard dans leur région. Deux problèmes ont souvent été cités : l'abordabilité (notamment les coûts élevés associés aux services de garde) et l'accessibilité (c'est-à-dire un nombre insuffisant de places disponibles en garderie dans la province). Même si aucun des parents n'avait d'enfants en garderie, certains ont raconté avoir eu de la difficulté à accéder aux services de garde dans les dernières années. Alors que certains ont trouvé relativement facile de trouver une place, d'autres se sont heurtés à des difficultés, comme un manque apparent de places disponibles et, dans certains cas, des listes d'attente s'échelonnant sur plusieurs années.

Durant la discussion sur les récents efforts du gouvernement fédéral pour conclure des ententes avec toutes les provinces et tous les territoires du Canada afin d'instaurer des services de garde d'enfants abordables (à 10 \$ en moyenne par jour, par enfant), certains participants ont spontanément mentionné l'absence d'une telle entente entre les gouvernements de l'Ontario et du Canada. Après avoir été informés que l'Ontario était la seule province à ne pas avoir conclu d'entente sur les services de garde abordables avec le gouvernement fédéral au moment où les discussions ont eu lieu, de nombreux participants ont exprimé leur frustration. Plusieurs croyaient que l'accès aux services de garde abordables était grandement important pour les familles ontariennes, et n'ont pas compris pourquoi leur gouvernement provincial n'avait toujours pas conclu d'entente, contrairement aux autres provinces et territoires du Canada.

Logements abordables (résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)

Le sujet des logements abordables a été abordé dans un groupe de participants considérés comme étant dans une situation financière précaire, compte tenu de leurs réponses aux questions qui leur avaient été posées au moment du recrutement. Ce groupe était composé de propriétaires et de locataires.

En général, les participants étaient d'avis que les logements locatifs disponibles dans les régions de Halton et Peel en Ontario étaient excessivement chers et hors de portée pour plusieurs. Bon nombre d'entre eux croyaient que la pénurie de logements contribuait grandement à exercer une pression à la hausse sur les taux de location dans leur région. Plusieurs ont souligné la nécessité de créer plus de logements à haute densité dans la région. D'autres ont mentionné l'importance d'une surveillance accrue des pratiques de location, en particulier des hausses des taux de location, des logements locatifs illicites et des pratiques discriminatoires de la part des propriétaires.

Les participants ont également discuté de plusieurs mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour rendre les logements plus abordables. Plusieurs étaient d'avis que l'Incitatif à l'achat d'une première propriété pourrait aider un plus grand nombre de Canadiens à accéder au marché du logement. Les participants étaient aussi généralement en faveur d'une variante de ce programme

destiné spécifiquement aux jeunes Canadiens célibataires, et plusieurs étaient d'avis que tout le monde devrait pouvoir obtenir de l'aide pour acheter leur première maison. Par ailleurs, certains ont recommandé d'offrir aux jeunes Canadiens une éducation et des outils additionnels pour s'assurer qu'ils comprennent et qu'ils sont en mesure de gérer les responsabilités financières qui accompagnent l'accession à la propriété.

D'autres initiatives ont aussi reçu un appui modéré, notamment le financement de la construction de logements locatifs, le Fonds d'innovation pour le logement abordable et le Fonds national de co-investissement pour le logement. De manière plus générale, les participants étaient favorables aux activités et aux programmes qui encouragent les promoteurs à construire un plus grand nombre de logements abordables, à réduire les coûts de développement et de construction (et vraisemblablement les taux de location), à stimuler et à promouvoir des approches plus créatives pour développer des logements abordables au Canada, et à répondre aux besoins des groupes marginalisés. Les commentaires ont fait ressortir le souhait des participants pour une meilleure surveillance de ces programmes pour assurer la reddition de comptes et les impacts.

Enjeux spécifiques aux aînés (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean)

Le groupe composé d'aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean au Québec a discuté brièvement des enjeux qui concernent ce segment de la population canadienne.

Durant la discussion concernant l'enjeu qui selon eux devrait être une priorité absolue du gouvernement du Canada, plusieurs ont mentionné le coût de la vie qui a considérablement augmenté pour les aînés au cours des dernières années. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux les plus importants auxquels les aînés canadiens étaient confrontés, les participants ont soulevé plusieurs points, notamment le financement insuffisant pour les soins de longue durée et d'autres établissements voués au bien-être des aînés, le manque d'options de soins permettant aux aînés de demeurer chez eux plus longtemps, et la hausse apparente du coût de la vie pour les aînés à revenus fixes qui dépendent des pensions fédérales comme la Sécurité de la vieillesse (SV) qui, de l'avis de plusieurs, devrait être augmentée pour couvrir le taux d'inflation actuel qui est élevé.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada avait fait récemment pour soutenir les aînés, peu de participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui se rappelaient d'avoir entendu parler d'une récente action fédérale, certains ont mentionné qu'à compter de juillet 2022, tous les aînés de 75 ans et plus verraient automatiquement leur pension de la SV augmenter de 10 %. Un certain nombre de participants ont réagi favorablement à cette annonce. Interrogés à savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne voie en ce qui concerne les aînés, tous les participants ont répondu par la négative. À la question si le gouvernement du Canada faisait des efforts pour être à l'écoute des aînés, peu de participants y croyaient et certains ont mentionné que l'attention portée aux enjeux qui touchent les aînés n'était pas constante. Plusieurs étaient d'avis que ces enjeux étaient rarement une priorité et qu'ils étaient souvent relégués au second plan. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral pourrait

faire pour joindre plus efficacement les aînés, certains ont répondu qu'on devrait mettre plus d'efforts pour promouvoir les programmes et les mesures de soutien actuellement offerts aux Canadiens. De plus, les participants ont indiqué que le gouvernement du Canada devrait trouver des moyens pour mieux collaborer avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'élaborer une stratégie cohésive pour aborder les enjeux propres aux aînés et répondre à leurs besoins médicaux et financiers particuliers.

Enjeux spécifiques aux jeunes (jeunes adultes de Calgary)

Le groupe composé de jeunes adultes a discuté des divers enjeux auxquels sont confrontés les jeunes Canadiens. Pour commencer, nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada avait fait récemment pour soutenir les jeunes Canadiens. Dans tous les groupes, ils étaient nombreux à en avoir entendu parler. Plusieurs ont mentionné les subventions fédérales offertes aux entreprises pour l'embauche d'étudiants durant la période estivale (comme le programme Emplois d'été Canada), les subventions visant à soutenir les personnes qui souhaitent faire des études supérieures (comme le programme canadien de prêts et bourses pour étudiants), la suspension temporaire des intérêts accumulés sur les prêts et bourses jusqu'en 2023, et l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Interrogés sur les soutiens financiers offerts par le gouvernement fédéral aux jeunes Canadiens durant la pandémie de COVID-19, plusieurs se sont rappelés la Prestation canadienne d'urgence (PCU), alors que quelques autres ont fait allusion à la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE), sans toutefois pouvoir la nommer.

Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient leurs principales sources d'information, la plupart des participants ont mentionné les plateformes de médias sociaux comme Facebook, Instagram, TikTok et Snapchat. À ce sujet, quelques participants ont expliqué que lorsqu'une nouvelle capte leur attention dans les médias sociaux, ils se tournent habituellement vers une source de confiance (comme les sites web fédéraux) pour en vérifier la légitimité et obtenir plus d'information. En ce qui concerne les sources de nouvelles et d'information concernant la COVID-19, certains ont indiqué qu'ils avaient évité d'écouter les actualités pendant une bonne partie de la pandémie, sous prétexte que le flux constant d'information sur le virus était parfois accablant. Pour ce qui est de l'information spécifique à la COVID-19, les participants avaient tendance à se fier aux sources de nouvelles traditionnelles comme CBC ou Radio-Canada, et aux sites web des gouvernements provinciaux ou du fédéral.

Peu de participants se rappelaient avoir vu des publicités ou entendu de récentes communications du gouvernement du Canada. De plus, quelques-uns seulement avaient l'impression que le gouvernement fédéral faisait des efforts pour atteindre les jeunes Canadiens (les étudiants en particulier) et qu'il privilégiait rarement ceux-ci dans ses décisions. Les participants ont mentionné plusieurs enjeux auxquels les jeunes sont confrontés, y compris le coût élevé de la vie, l'inflation croissante et les reculs importants attribuables à la pandémie sur leur éducation, leur vie sociale et leur santé mentale. En général, les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral pourrait en faire davantage pour résoudre ces problèmes.

Interrogés à savoir quel était l'enjeu le plus important pour eux et celui sur lequel le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus, les participants ont fourni plusieurs réponses, comme s'assurer

que tous les Canadiens aient accès aux biens de première nécessité, construire plus de logements abordables et protéger les ressources naturelles du Canada. Au sujet de l'enjeu le plus important auquel les jeunes sont confrontés, les problèmes financiers étaient au cœur des préoccupations. Notamment, le coût des études postsecondaires et les dettes très élevées qui en résultent pour les étudiants ont été considérés comme des enjeux qui requièrent une attention immédiate du gouvernement fédéral.

Réconciliation (résidents du nord de la Colombie-Britannique)

Dans ce groupe, les participants ont discuté brièvement de la réconciliation entre le gouvernement fédéral et les peuples autochtones du Canada. Lorsque nous leur avons demandé ce qui leur venait à l'esprit en entendant le mot « réconciliation », plusieurs ont mentionné les récentes découvertes en lien avec les anciens pensionnats, les revendications territoriales actuelles des peuples autochtones, et la nécessité de réexaminer les lois existantes, comme la *Loi sur les Indiens*.

Durant la discussion sur les actions du gouvernement fédéral en faveur de la réconciliation, les participants avaient le sentiment qu'on avait fait bien peu de progrès dans les dernières années. Même si certains croyaient que les accords conclus récemment entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones relativement aux indemnisations pour les enfants autochtones lésés par les politiques des services à l'enfance et à la famille au cours des dernières décennies, ainsi que la nomination d'un gouvernement général inuk comme des pas dans la bonne direction, les participants s'entendaient généralement pour dire que le gouvernement du Canada devrait en faire davantage en ce qui concerne les enjeux spécifiques aux Autochtones. Interrogés à savoir si le gouvernement fédéral évoluait dans la bonne direction sur le plan de la réconciliation, la plupart ont répondu par l'affirmative, bien qu'ils aient hésité à émettre des opinions totalement positives, en raison des problèmes fondamentaux, comme la pénurie d'eau potable dans plusieurs communautés autochtones, qui persistent.

Lorsque nous leur avons demandé à quel genre d'actions ils s'attendaient de la part d'un gouvernement qui veut sérieusement faire avancer la réconciliation, les participants ont suggéré d'augmenter les soutiens financiers pour permettre aux provinces, territoires et municipalités de s'attaquer aux enjeux qui touchent les Autochtones dans leurs régions, de veiller à ce que toutes les communautés aient accès à de l'eau potable, assurer une plus grande autonomie des peuples et des leaders autochtones dans les réserves, réexaminer les lois comme la *Loi sur les Indiens* et aider les communautés autochtones à devenir plus autonomes.

La rage (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)

Dans un des groupes, les participants ont discuté de la rage et des options disponibles pour contrôler sa propagation au Canada. Le groupe était notamment composé de propriétaires de chiens, dont un certain nombre provenaient de refuges.

Nous avons fourni aux participants de l'information sur la rage canine en leur précisant qu'elle cause chaque année plus de 50 000 décès chez les humains. Nous leur avons également expliqué que l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a pour rôle de protéger la population en empêchant l'entrée d'agents pathogènes exotiques ainsi que la transmission de certaines maladies animales indigènes, et que les importateurs sont responsables de s'assurer que tous les résultats et les documents exigés ont été soumis avant de transporter les animaux au Canada.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada devrait adopter une politique semblable à celle des États-Unis pour interdire l'importation de chiens provenant de pays où la rage n'est pas maîtrisée, la plupart des participants étaient d'avis qu'une telle réglementation serait inutile. Plusieurs s'opposaient à toute politique visant à réduire ou à limiter le nombre de chiens à importer au Canada. De façon générale, ils estimaient que les contrôles frontaliers, de même que les règles et les règlements du Canada en matière d'importation de chiens étaient suffisants pour protéger les animaux et les Canadiens. Les participants ne croyaient pas que les risques étaient suffisamment importants pour justifier une telle politique, non plus qu'ils ne considéraient l'enjeu comme étant une priorité absolue du gouvernement du Canada à ce moment-ci, surtout compte tenu du fait que les variants canins du virus de la rage n'étaient pas présents au Canada. De plus, quelques participants étaient d'avis que la mise en œuvre d'une politique de cette nature manquait d'empathie et de compassion à l'égard des chiens en situation de danger et qui doivent être secourus.

Enjeux locaux (résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)

Huit groupes ont pris part à des discussions sur les enjeux locaux auxquels sont confrontées leurs municipalités ou régions. Même si chaque discussion était spécifique au lieu de résidence de ces participants, certains points communs sont ressortis chez les groupes. Ainsi, tous les groupes considéraient les logements abordables comme une préoccupation constante dans leurs collectivités et beaucoup d'entre eux ont également soulevé d'autres défis, dont la nécessité d'améliorer et de réparer les infrastructures, d'accroître les services de traitement des problèmes de santé mentale et de dépendance et d'augmenter le soutien financier et autres types d'assistance destinés à aider les personnes et les propriétaires d'entreprise à se remettre de la pandémie de COVID-19.

Résidents de Terre-Neuve

Les participants de Terre-Neuve ont abordé divers sujets, dont les logements abordables, le secteur de la pêche et de l'aquaculture ainsi que l'extraction de pétrole et de gaz dans la province.

Aux yeux de la plupart, il était de plus en plus difficile à l'heure actuelle de trouver un logement abordable dans la province, à cause de la hausse des prix (y compris le coût des matériaux de construction), du peu de logements disponibles, de l'exode rural et de l'affluence d'acheteurs

immobiliers étrangers. Invités à discuter des mesures prises par le gouvernement fédéral pour améliorer la situation du logement dans la province, quelques participants avaient entendu parler de programmes tels que l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et de crédits d'impôt comme le montant pour l'achat d'une habitation, sans toutefois les nommer. Ils proposaient au gouvernement fédéral d'offrir aux propriétaires d'autres allègements fiscaux pour compléter ces programmes et de mettre en œuvre des politiques pour maintenir les taux d'intérêt à un niveau relativement bas. Quoiqu'en faveur de la taxe que le gouvernement fédéral proposait d'appliquer sur les logements qui appartiennent à des étrangers et qui restent vacants presque toute l'année, certains se demandaient si une telle mesure serait suffisamment dissuasive pour influencer sur l'offre de logements dans la province et leur abordabilité, en général.

Interrogés sur les secteurs et les industries les plus importants de la province, les participants ont nommé le tourisme, la pêche, le pétrole et le gaz, la construction, la construction navale, les soins de santé et l'aviation (contrôle de la circulation aérienne). Ils ont aussi cité la fonction publique, qui est un important employeur, surtout dans la région de St. John's. Des enjeux relatifs à la pêche et à l'aquaculture ainsi qu'au secteur du pétrole et du gaz ont été examinés plus en détail. Ces deux secteurs étaient considérés comme essentiels à l'économie de la province. Certains avaient toutefois le sentiment que l'industrie de la pêche avait perdu en importance dans les dernières années et plusieurs pensaient qu'une incertitude planait sur l'avenir de l'industrie du pétrole et du gaz, compte tenu d'une tendance mondiale caractérisée par un virage vers les économies « plus vertes ». Cela dit, des participants croyaient que le conflit en cours entre la Russie et l'Ukraine allait peut-être raviver l'intérêt pour l'exploitation des réserves pétrolières et gazières nationales. Appelés à commenter la performance du gouvernement fédéral, la plupart des participants considéraient que le gouvernement du Canada en avait fait bien peu pour soutenir ce secteur.

Une majorité d'entre eux avaient entendu parler du projet d'exploitation Bay du Nord proposé par Equinor. De l'avis général, la province de Terre-Neuve-et-Labrador profiterait grandement de ce projet, s'il allait de l'avant. Invités à dire si le projet devrait être mis en œuvre malgré une évaluation environnementale concluant que le projet pose des risques importants pour l'environnement local, les participants ont formulé des avis partagés. Enfin, certains jugeaient que le projet ne devrait pas avoir le feu vert en raison des risques possibles sur les pêches, l'écotourisme et d'autres industries importantes dans la région du Canada atlantique. D'autres estimaient en revanche qu'au lieu de rejeter catégoriquement le projet, d'autres mesures pourraient être prises, comme l'élaboration de plans d'atténuation des risques ou une collaboration entre le gouvernement fédéral et Equinor pour remédier aux problèmes environnementaux éventuels.

Résidents de Trois-Rivières

Les participants de Trois-Rivières ont discuté d'enjeux propres à leur collectivité locale, y compris le dossier non résolu de la pyrrhotite présente dans les fondations des maisons de la municipalité, la perception de pénuries de main-d'œuvre dans la région et la question des infrastructures, de façon plus générale.

Même si peu de participants avaient été touchés personnellement par ce problème, ils étaient nombreux à savoir que la pyrrhotite employée dans la construction de nombreuses maisons de la collectivité provoquait la détérioration et la fissuration des fondations. Certains avaient entendu dire que des propriétaires locaux avaient obtenu récemment un dédommagement pour les problèmes provoqués par la défektivité de cette matière minérale lorsqu'on l'ajoute à un mélange de béton.

En ce qui concerne les pénuries de main-d'œuvre, la plupart des participants les considéraient comme une préoccupation croissante dans leur collectivité. Bien qu'ils ne connaissaient généralement aucune initiative du gouvernement fédéral pour remédier à cet enjeu, outre l'élargissement du Programme des travailleurs étrangers temporaires, quelques participants ont proposé d'autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre. Revoir les exigences de certains postes pour tenir compte des personnes qui ne possèdent pas toutes les compétences ou expériences nécessaires, travailler avec les provinces ou territoires à augmenter le salaire minimum et resserrer les critères d'admissibilité aux programmes d'aide financière, qui ratissaient trop large selon certains, figuraient au nombre des suggestions.

Questionnés sur les industries et les secteurs qui avaient le plus besoin d'aide du gouvernement fédéral, les participants ont cité les soins de santé, l'éducation, le tourisme et les loisirs parmi les enjeux importants méritant plus d'attention. Beaucoup établissaient un lien direct entre les investissements destinés à améliorer les soins de santé et l'éducation et l'amélioration de la qualité de vie des résidents de leur collectivité, à commencer par les enfants.

Concernant les infrastructures, quelques participants ont parlé du besoin d'améliorer les routes de la région. La plupart étaient relativement peu au courant d'investissements fédéraux faits dans les infrastructures de Trois-Rivières. Interrogés à propos d'un financement récent du gouvernement fédéral pour le train à grande fréquence dans la région, de rares participants avaient entendu parler de ce projet. Enfin, certains remettaient en question la nécessité d'un service ferroviaire à grande fréquence, alors que d'autres y voyaient un moyen de simplifier les déplacements et une initiative qui valait la peine d'être mise en œuvre.

Résidents d'Ottawa

Des discussions sur les préoccupations locales ont été tenues auprès de participants d'Ottawa, qui ont donné leurs points de vue sur divers secteurs et industries clés de leur région. Plusieurs ont nommé les technologies de l'information, un secteur en croissance dans la région d'Ottawa, parmi les industries importantes au sein de leur collectivité. À cet effet, certains jugeaient important de se concentrer davantage sur la mise au point et l'utilisation de technologies canadiennes (au lieu d'importer des technologies). Interrogés plus longuement sur d'autres secteurs et industries d'Ottawa, les participants ont formulé des réponses variées. Ainsi, certains ont cité le tourisme (plus précisément des mesures pour inciter les gens à voyager au Canada), les soutiens destinés aux petites entreprises et les efforts de relance après la pandémie, de même qu'un financement accru des soins de santé et de longue durée grâce à une hausse des paiements de transfert aux provinces et aux territoires afin de les aider à renforcer leurs systèmes de santé respectifs.

Lors d'une discussion sur les infrastructures, un grand nombre de participants ont nommé le système léger sur rail (SLR) au nombre des projets d'infrastructures les plus importants à Ottawa que le gouvernement du Canada pourrait soutenir. Sur ce point, plusieurs se sont dits préoccupés par des problèmes contractuels en lien avec le projet, le manque de fiabilité du réseau de transport en commun actuel et le besoin de prolonger le réseau de SLR pour que davantage de résidents des banlieues y aient accès. De l'avis d'un grand nombre, le gouvernement du Canada devrait fournir une aide supplémentaire pour résoudre ces questions, en plus du soutien déjà offert au projet sur le plan financier et par le don de terrains fédéraux. Outre le SLR, quelques participants pensaient qu'il fallait améliorer et réparer les infrastructures vieillissantes d'Ottawa et les rénover pour les rendre plus écologiques.

Résidents des régions de Halton et de Peel

Les participants du groupe formé de résidents des régions de Halton et de Peel en Ontario se sont penchés sur des enjeux propres à leurs collectivités locales. Questionnés à propos des plus importantes questions et préoccupations auxquelles faisaient face ces régions, beaucoup de participants ont parlé des enjeux actuels liés aux infrastructures. Plus précisément, ils croyaient que les routes principales étaient très sollicitées présentement, et avaient l'impression que cela était attribuable, du moins en partie, à l'accroissement rapide de la population dans les régions au cours des dernières années. Plusieurs ont mentionné le volume de circulation élevé et les travaux de construction en cours sur de nombreuses routes, qui, selon eux, faisaient en sorte que les travailleurs peinaient à faire la navette quotidienne dans les délais. Lors d'une discussion sur les autres formes de soutien que le gouvernement du Canada pourrait offrir relativement à cet enjeu, beaucoup estimaient que la priorité devait être accordée à l'agrandissement des autoroutes de série 400, y voyant un moyen de réduire les pressions exercées sur ces routes principales. En plus des infrastructures, plusieurs participants ont soulevé des préoccupations concernant les services de santé mentale dans leurs collectivités, les percevant comme nettement insuffisants. Selon eux, ce problème touchait particulièrement les enfants et les jeunes, aux prises en ce moment avec de nombreux problèmes de santé mentale, notamment à la suite de la pandémie de COVID-19.

Questionnés sur les secteurs les plus importants dans leur collectivité locale, un certain nombre de participants ont cité l'industrie automobile (y compris l'usine de montage de Ford à Oakville) et le secteur de la livraison de produits (dont les grandes entreprises du domaine comme Amazon et Sysco). Interrogés au sujet des secteurs qui, à leur avis, avaient le plus besoin d'aide ou de soutien du gouvernement du Canada, les participants ont nommé plus volontiers ceux touchés par la pandémie de COVID-19. Par exemple, plusieurs d'entre eux croyaient que le gouvernement fédéral devrait s'efforcer activement de soutenir et de revitaliser les petites entreprises et les restaurants, compte tenu des répercussions disproportionnées que les exigences de santé publique mises en œuvre durant la pandémie avaient eues sur ces derniers.

Résidents du Manitoba rural

Parmi les participants du Manitoba rural, bon nombre estimaient que l'agriculture était le secteur le plus important de leur région. Invités à dire ce que le gouvernement du Canada avait fait pour soutenir ce domaine, peu d'entre eux se souvenaient de récentes annonces ou initiatives à cet égard. Dans cette optique, beaucoup proposaient au gouvernement fédéral de mettre davantage l'accent sur la création d'incitatifs financiers destinés à convaincre plus de gens, en particulier de jeunes Canadiens, à faire carrière dans le secteur agricole. Par ailleurs, plusieurs pensaient que le gouvernement fédéral pouvait aussi soutenir les agriculteurs, par exemple en accordant des prêts à faible taux d'intérêt à ceux qui comptent lancer une nouvelle entreprise agricole ou améliorer leur exploitation agricole actuelle. À part l'agriculture, de nombreux participants considéraient le tourisme comme une industrie importante dans leur région. Plusieurs jugeaient par ailleurs que la pandémie de COVID-19 avait eu des répercussions financières sur beaucoup d'entreprises de ce secteur et forcé certaines d'entre elles à fermer pour de bon. Discutant du Manitoba de façon plus générale, les participants ont cité des enjeux persistants, tels que la hausse des prix du carburant, le chômage accru et l'impression que la qualité des soins de santé en milieu rural diminue, à cause notamment d'un manque de services de traitement des problèmes de santé mentale et de dépendance à l'échelle provinciale.

Au sujet des services Internet à large bande, un grand nombre de participants estimaient que la qualité de l'Internet haute vitesse demeurait un problème au sein de leurs collectivités. Plusieurs avaient l'impression que la fiabilité des services à large bande offerts dans de nombreuses régions rurales laissait souvent à désirer ou que l'accès à ces services était parfois inexistant. De plus, les participants ont formulé diverses préoccupations à propos d'un phénomène grandissant de fusions impliquant des fournisseurs Internet de la région, ayant entraîné selon eux une hausse substantielle des prix pour les consommateurs. Très peu de participants avaient entendu parler du plan d'investissement fédéral de 41 millions de dollars visant à offrir des services Internet plus rapides à 93 collectivités rurales du Manitoba.

Résidents de Calgary

Les participants du groupe de Calgary ont abordé divers enjeux qui touchaient particulièrement leur collectivité, y compris l'abordabilité des logements, la dépendance aux opioïdes et les besoins en infrastructures. À propos du logement, beaucoup étaient préoccupés par ce qui leur semblait être un manque croissant de logements abordables dans la ville. Un certain nombre de participants étaient d'avis que les investissements massifs d'étrangers avaient contribué à l'augmentation des prix des logements et fait en sorte que l'accès à la propriété était hors de prix pour maints résidents de la collectivité. Plusieurs pensaient que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus pour régler cette question et accorder plus d'attention au problème de logements abordables, de façon plus générale.

Au sujet des enjeux liés aux opioïdes, la plupart pensaient que ce problème était particulièrement répandu à Calgary et que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour améliorer la situation actuelle. Les participants ont proposé diverses mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour aider à résoudre le problème. Ainsi, ils recommandaient de fournir des ressources additionnelles en santé mentale ou d'offrir des programmes de sensibilisation et d'information plus complets sur les dangers potentiels de ces substances et d'une dépendance à celles-ci, de manière plus générale. Invités à dire à qui ou à quoi ils attribuaient la plus grande part de responsabilité dans la crise des opioïdes, certains ont cité la surprescription par les médecins. D'autres estimaient pour leur part que le problème s'était aggravé parce qu'il était de plus en plus facile d'obtenir des substances illégales (les revendeurs et les usagers de drogues étant en mesure de communiquer rapidement par messagerie texte et médias sociaux).

Lors d'une discussion sur les industries et secteurs importants de l'économie locale, les participants ont formulé des réponses assez variées. À la question visant à savoir à quelles industries le gouvernement fédéral devrait accorder le plus d'attention, les participants ont cité des domaines tels que les arts et le divertissement, la santé et les transports (plus précisément, les problèmes de chaîne d'approvisionnement). Interrogés au sujet des besoins de Calgary sur le plan des infrastructures, certains participants ont nommé l'élargissement des services de transport en commun et des investissements supplémentaires de la part de la province et du gouvernement fédéral dans les projets de logements abordables.

Résidents du nord de la Colombie-Britannique

Le groupe formé de participants du nord de la Colombie-Britannique a abordé différents enjeux qui touchaient leur région. Pour lancer cette discussion, nous avons demandé aux participants quelles étaient à l'heure actuelle les plus importantes questions et préoccupations locales au sein de leurs collectivités. Ils ont formulé plusieurs réponses, y compris le manque de personnel et de services dans le secteur de la santé, la nécessité de réparer et de rajeunir d'importantes infrastructures, dont les routes, ainsi qu'un développement économique accru axé notamment sur l'extraction des ressources et l'exploitation d'autres ressources naturelles comme le bois d'œuvre.

En ce qui concerne le logement, bon nombre de participants estimaient que le logement abordable était un enjeu qui touchait leurs propres collectivités et le reste du Canada. De l'avis de plusieurs, les options de logement qui s'offraient aux acheteurs potentiels et aux locataires étaient de plus en plus limitées et celles qui restaient étaient hors de prix pour la plupart des gens. Nous avons ensuite demandé aux participants ce que le gouvernement fédéral avait fait dans le dossier du logement. Aucun d'entre eux ne se souvenait de récentes annonces ou initiatives à cet égard.

À propos du problème de l'itinérance, beaucoup le jugeaient de plus en plus préoccupant au sein de leurs collectivités locales, en particulier à Prince George, où il était plus répandu qu'au sein d'autres municipalités de la région. Même si aux yeux de la plupart des participants, le problème de l'itinérance dans la région était attribuable à une multitude de causes, certains pensaient que des facteurs tels que la santé mentale et la toxicomanie expliquaient l'augmentation perçue du nombre de personnes en

situation d'itinérance. Tous convenaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer sur ce plan et ils étaient nombreux à revendiquer du financement supplémentaire en matière de logements abordables et de services de traitement en santé mentale ainsi qu'en vue de la mise sur pied de centres de réadaptation des toxicomanes dans la région.

Beaucoup croyaient aussi que la dépendance aux opioïdes représentait un important problème dans leurs collectivités locales et dans le nord de la Colombie-Britannique, de façon plus générale. Plusieurs participants attribuaient la dépendance à des traumatismes intergénérationnels et subis durant l'enfance, mais d'autres estimaient que l'accès aux opioïdes était beaucoup trop facile et que les médecins en prescrivaient trop actuellement. De plus, certains jugeaient que la criminalisation des drogues et la stigmatisation envers ceux qui en consomment n'avaient fait qu'empirer ce problème chez plusieurs personnes, en les dissuadant de suivre un traitement par crainte d'être poursuivies pour consommation de substances illicites.

Interrogés sur les industries et les secteurs les plus importants dans leurs collectivités locales, beaucoup de participants considéraient que le secteur de l'extraction minière et des ressources naturelles, plus précisément le charbon, le pétrole et le gaz, ainsi que l'industrie forestière étaient essentiels pour la région. Discutant des secteurs qui avaient le plus besoin de soutien du gouvernement du Canada, les participants ont nommé plusieurs domaines clés, comme le secteur forestier, l'agriculture et le tourisme. Enfin, en ce qui a trait aux infrastructures, plusieurs participants pensaient qu'il était possible d'en faire plus pour entretenir et élargir le réseau routier nordique ou pour réparer les édifices gouvernementaux vieillissants et les réseaux d'évacuation des collectivités (dont Prince George), les jugeant en mauvais état.

Résidents du Yukon

Les participants du groupe composé de résidents du Yukon ont pris part à une discussion portant sur les questions propres à leurs collectivités locales et à leur région, de façon plus générale. Ils ont d'abord été invités à se prononcer sur la situation actuelle du logement dans leurs communautés. Beaucoup ont fait état d'une pénurie criante de logements, estimant que l'offre actuelle de logements était nettement insuffisante pour répondre aux besoins des résidents du territoire. Quant aux logements disponibles, les participants avaient l'impression que leur prix avait augmenté de façon marquée dans les dernières années, et que ce problème touchait autant les acheteurs potentiels que les locataires. Ils pensaient également que les logements existants de la région étaient pour la plupart en mauvais état et qu'il y avait peu d'options sécuritaires et abordables, en particulier pour ceux qui avaient de jeunes enfants. Appelés à relever les changements dans la situation du logement au cours des dernières années, certains participants croyaient qu'il y avait eu une hausse marquée du nombre de gens qui s'installaient dans le territoire. Cela avait fait augmenter encore plus les prix des logements et engendré une demande plus forte sur le peu de logements disponibles. Invités à dire qui était responsable du logement dans le territoire, la plupart jugeaient que la principale responsabilité incombait au gouvernement du Yukon, moyennant une certaine collaboration des administrations municipales. Relativement à la responsabilité du gouvernement fédéral en la matière, bon nombre estimaient qu'il pourrait aussi jouer un rôle important. Se loger était un droit humain fondamental

selon plusieurs et d'après eux, le gouvernement fédéral devrait tout mettre en œuvre pour faire en sorte que tous les Canadiens aient accès à un logement sécuritaire et abordable.

Lors d'une discussion sur les secteurs les plus importants dans leur région, les participants considéraient les domaines tels que l'extraction minière et de ressources ainsi que le tourisme et l'hébergement comme d'importants moteurs commerciaux dans leurs collectivités. Quelques-uns pensaient que la fonction publique (municipale, provinciale et fédérale) était un important employeur à l'échelle du territoire. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux les plus importants au Yukon, les participants ont formulé plusieurs réponses, dont l'abordabilité des logements, les améliorations à apporter aux infrastructures et la nécessité d'intégrer des sources d'énergies renouvelables, en particulier pour alimenter en électricité et chauffer les logements individuels.

Questionnés à savoir s'ils pensaient que les pénuries de main-d'œuvre étaient actuellement un enjeu dans leur région, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Selon eux, beaucoup d'entreprises et de secteurs de la région peinaient de plus en plus à recruter des gens talentueux pour travailler dans le territoire. Encore une fois, ils envisageaient le manque de logements abordables à la disposition des personnes prêtes à s'installer dans le territoire comme un facteur contribuant à ce problème, qui avait, d'après plusieurs, découragé les travailleurs potentiels.

Quant à l'industrie de la pêche au sein du territoire, très peu de participants avaient entendu quelque chose récemment au sujet des saumons du fleuve Yukon. Les rares participants qui en avaient entendu parler se souvenaient que les quantités de saumons avaient diminué considérablement, mais peu pouvaient fournir d'autres détails à ce sujet. Après avoir été informés que les niveaux actuels de saumons dans le fleuve ne représentaient qu'environ 20 % du stock habituel, certains y voyaient une préoccupation importante, notamment pour les collectivités autochtones qui dépendaient de ces poissons pour se nourrir. Concernant les causes possibles du problème, beaucoup rejetaient la faute sur les changements climatiques. Même s'ils étaient peu nombreux à penser que ce problème les toucherait personnellement, certains se disaient préoccupés pour les résidents de ces collectivités, dont les Autochtones et les aînés, la pêche occupant une place importante dans leurs vies, et ce, tant à des fins récréatives que comme moyens de subsistance.

Invités à nommer des mesures récentes du gouvernement fédéral qui avaient eu un impact positif dans leurs collectivités, quelques participants avaient l'impression que le gouvernement du Canada avait largement financé le secteur minier du territoire. D'autres ont également fait l'éloge de la distribution des vaccins de COVID-19 aux collectivités du Yukon pendant la pandémie, estimant que la gestion de ce processus avait été efficace et équitable.

Au sujet des changements climatiques, plusieurs participants étaient d'avis que le monde connaissait actuellement une urgence climatique. Il s'agissait selon eux d'une source considérable d'inquiétude pour l'avenir, compte tenu de la reprise actuelle des activités commerciales et industrielles après l'inactivité relative de nombreux secteurs au cours de la pandémie de COVID-19. À la question visant à savoir si le Yukon avait été touché par les changements climatiques, beaucoup de participants estimaient que oui. Un certain nombre de participants ont nommé les inondations plus fréquentes dues à la fonte des neiges et le risque accru de feux de forêt en été parmi leurs principaux motifs de préoccupation liés à l'impact des changements climatiques à court et à long terme. Aucun participant

ne se souvenait de mesures prises récemment sur ce plan par le gouvernement fédéral, mais plusieurs souhaitaient que ce dernier collabore davantage avec le gouvernement territorial à l'élaboration de stratégies à long terme qui abordent les préoccupations d'ordre climatique.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$
